

CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

1. GENERALITES

La direction générale des finances publiques met en œuvre des traitements de données à caractère personnel dans le cadre de l'exercice de ses missions.

Les données à caractère personnel sont recueillies par la direction générale des finances publiques dans le cadre de l'exécution de ses missions d'intérêt public et sont nécessaires à l'accomplissement de celles-ci, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Les données sont destinées à l'usage des agents de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et, le cas échéant, à des destinataires du secteur public ou à d'autres tiers conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Vous trouverez ci-dessous pour chaque catégorie de traitements les informations concernant les finalités des traitements, la base juridique, les catégories de données traitées, les sources des données, la durée de conservation des données et les destinataires des données.

2. RESPONSABLE DES TRAITEMENTS

Les traitements sont mis en œuvre par le Ministre de l'économie et des finances et par le Ministre de l'action et des comptes publics.

Le responsable opérationnel des traitements est la direction générale des finances publiques.

Direction générale des finances publiques

Télédoc 341
139, rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

3. CARACTERISTIQUES DES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL MIS EN OEUVRE PAR LA DGFIP

● *La gestion de l'assiette et de la taxation des particuliers*

Finalités des traitements :

- l'accès à l'espace personnel sécurisé dans le portail fiscal et aux différents services en ligne ;
- la gestion par les usagers de leur profil et des options de dématérialisation des documents fiscaux ;
- la consultation par les usagers et les agents habilités de la DGFIP, de la cellule de renseignement financier nationale et de la direction générale des douanes et des droits indirects ayant besoin d'en

- connaître en raison de leurs fonctions de la situation fiscale personnelle des particuliers ;
- la déclaration en ligne et la transmission de la déclaration d'ensemble des revenus et de ses annexes ;
 - la gestion en ligne par les usagers de leur prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu ;
 - la réalisation de démarches en ligne ;
 - la possibilité pour divers organismes (banques, organismes sociaux, bailleurs, collectivités territoriales...) de vérifier l'authenticité du justificatif ou de l'avis d'impôt sur le revenu présenté par les usagers ;
 - le traitement des déclarations relatives aux impôts des particuliers et la gestion des anomalies ;
 - la fiabilisation des états-civils et à titre facultatif la collecte du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) ;
 - la collecte des déclarations sociales nominatives et des autres déclarations effectuées par les tiers dans le cadre de leurs obligations légales ;
 - la gestion des informations de recoupement ;
 - la gestion du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu ;
 - l'imposition des redevables à l'impôt sur le revenu, de la taxe d'habitation, de la contribution à l'audiovisuel public, de la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), de la taxe annuelle sur les logements vacants, de l'impôt sur la fortune immobilière, des contributions sociales et le contentieux subséquent ;
 - la confection de listes utilisées pour affiner la mise à jour des bases de la taxe d'habitation, de la redevance audiovisuelle et des taxes sur locaux vacants ;
 - la fiabilisation de l'assiette, la gestion des déclarations des vendeurs de télévision, le contrôle et le recouvrement de la redevance audiovisuelle ;
 - la gestion et le suivi des dossiers des personnes physiques, qui sont redevables des impositions liées au transfert de leur domicile fiscal hors de France et le cas échéant de leurs représentants fiscaux ;
 - la gestion de la taxe annuelle sur les véhicules polluants ;
 - l'information des contribuables sur les dispositions fiscales et budgétaires ;
 - l'établissement des statistiques sur ces différents traitements.

Base juridique :

Les traitements sont mis en œuvre au titre des dispositions du code général des impôts et du livre des procédures fiscales.

Catégories de données à caractère personnel :

- les données d'identification des personnes physiques concernées ;
- le cas échéant, le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) des personnes physiques pour le seul besoin de fiabilisation des états-civils ;
- les données relatives à la vie personnelle ;
- les données professionnelles ;
- les données à caractère économique et financier ;
- une zone bloc-note peut être utilisée dans certains traitements pour la bonne gestion des dossiers des usagers à l'exclusion de toute appréciation subjective.

Sources des données :

Les données traitées proviennent des usagers directement, d'autres traitements mis en œuvre à la DGFiP, des tiers institutionnels (collectivités locales, organismes mentionnés aux articles L. 411-2 et L. 481-1 du code de la construction et de l'habitation, organismes gérant des prestations sociales...) et privés (banque, employeurs, collecteurs...).

Durée de conservation des données :

Les données contenues dans ces traitements sont par principe conservées maximum quatre ans sauf dans les cas suivants :

- les informations relatives à l'adhésion à l'espace particulier sont conservées jusqu'à la clôture de son espace personnel ;
- les données relatives aux démarches des usagers sont, au-delà du délai des quatre ans, archivées pendant dix ans. Les informations figurant dans la zone bloc-note sont conservées pendant deux ans sauf en cas de suspension d'effacement (en cas de rescrit, d'événement mettant en jeu la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public tant que la créance n'est pas soldée, de prise de position formelle dans le cadre d'un contrôle fiscal, d'information à caractère durables sur des caractéristiques patrimoniales, juridiques ou de localisation nécessaire à la gestion actuelle du dossier et non présente par ailleurs dans le système d'information) ;
- les données nécessaires à l'imposition des redevables de la taxe d'habitation, de la redevance audiovisuelle, de la taxe d'habitation sur les logements vacants sont conservées jusqu'à la fin de l'année suivant celle au cours de laquelle le contribuable n'est plus redevable de la taxe d'habitation sur les logements vacants ou dans les autres cas l'année où le service a eu connaissance du départ du contribuable ;
- les données de taxation annuelles sont supprimées au terme d'un délai de dix ans à compter de l'année de l'imposition et pour les autres informations, au cours de la dixième année suivant l'année de clôture du dossier fiscal ;
- un délai de conservation majoré est appliqué aux avis d'impositions et aux déclarations d'impôt conformément au délai général de prescription en cas de report de déficits, d'engagements du contribuable ayant une incidence sur les revenus imposables d'une année non prescrite, de demande de paiement fractionné, d'impositions supplémentaires, d'imposition primitive pénalisée, d'imposition tardive, de dettes non soldées ou de procédure de contrôle ou contentieuse en cours ;
- les données relatives aux entreprises déclarant la vente de téléviseurs pour la gestion de la redevance audiovisuelle sont conservées tant que l'entreprise existe ;
- les données relatives à l'exit tax sont conservées selon les règles suivantes : pour les transferts du domicile fiscal hors de France intervenus antérieurement au 1^{er} janvier 2014 pendant huit ans pour la part fiscale liée à l'impôt sur le revenu et pour la part sociale, jusqu'à apurement complet des prélèvements sociaux et ensuite archivées pendant trois ans ; pour les transferts du domicile fiscal hors de France intervenus depuis le 1^{er} janvier 2014 pendant quinze ans dans la base et ensuite archivées pendant trois ans ;
- les données relatives à la gestion de la taxe annuelle sur les véhicules polluants est de six ans.

Destinataires des données :

- les agents habilités de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- dans le cadre des missions qui leur sont dévolues et pour les seules données personnelles strictement utiles à leur mission et conformément au principe du besoin d'en connaître :
 - les agents habilités de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et des services statistiques ministériels en vue de réaliser des études ou des enquêtes statistiques, en application de l'article L. 135 D du livre des procédures fiscales ;
 - les agents habilités de la cellule de renseignement financier nationale, en application de l'article L. 561-17 du code monétaire et financier ;
 - les agents habilités de la direction générale des douanes et des droits indirects, en application de l'article L. 83 A du livre des procédures fiscales ;
 - les tiers à des fins de recherche scientifique, en application des dispositions de l'article L. 135 D du livre des procédures fiscales ;
 - le représentant de l'État dans le département, en application de l'article L. 124 A du livre des procédures fiscales ;
 - les agents habilités des collectivités locales et de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre, les services de l'État, l'Agence nationale de l'habitat, les collectivités locales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre, en application du quatrième alinéa de l'article L. 135 B du livre des procédures fiscales ;
 - l'Agence nationale des fréquences, en application de l'article L. 166 B du livre des procédures fiscales ;
 - la caisse nationale des affaires familiales et la mutualité sociale agricole, s'agissant des informations relatives aux indemnités temporaires visées au 8° de l'article 81 du code général des impôts ;
 - l'agence de service et de paiement du chèque énergie, en application de l'article R 124-7 du code de l'énergie ;
 - les huissiers de justice ;
 - dans le cadre du service de vérification du justificatif ou de l'avis d'impôt sur le revenu, les usagers ayant besoin de les connaître et de vérifier leur exactitude dans le cadre de leur activité, notamment les banques, les organismes gérant des prestations sociales, les bailleurs, les collectivités territoriales, les collecteurs et les employeurs ;
 - les personnes auxquelles la loi donne qualité pour en connaître.

● ***La gestion de l'assiette et de la taxation des professionnels***

Finalités des traitements :

- l'accès à l'espace professionnel sécurisé dans le portail fiscal et aux différents services en ligne ;
- la consultation du compte fiscal du professionnel et des déclarations professionnelles des entreprises ;
- la transmission des déclarations auxquelles sont assujettis les professionnels, soit via des tiers habilités et mandatés, dénommées partenaires d'échanges de données informatisées (partenaires EDI), soit directement ainsi que leur gestion ;
- la détection des défaillances (non-dépôt de déclaration dans les délais légaux) et la gestion des relances ;

- la dématérialisation et l'archivage des documents reçus sous format papier relatifs aux redevables professionnels ;
- la gestion, au plan national, des dossiers professionnels ;
- le suivi et l'aide au pilotage des activités des services des impôts des entreprises ;
- la gestion des demandes d'habilitation des professionnels du commerce de l'automobile et des autres partenaires du « système d'immatriculation des véhicules » (SIV) pour la transmission ou la consultation des données du SIV ainsi que la gestion des demandes d'agrément de ces professionnels pour le paiement des taxes liées aux opérations d'immatriculation des véhicules ;
- la déclaration et la gestion de la taxe sur la valeur ajoutée à laquelle sont assujettis les opérateurs de services fournis par voie électronique et les opérateurs de service de télécommunication, de télévision et de radiodiffusion ainsi que l'échange des données y afférentes avec les autres États membres ;
- la gestion des demandes de remboursement de TVA et des crédits de TVA ;
- la simulation des incidences fiscales de la suppression du forfait agricole ;
- la consultation d'une base de données des opérateurs assujettis à la TVA et dispensés de visa des certificats fiscaux ;
- le transfert de données permettant aux usagers professionnels de se dispenser de fournir des justificatifs fiscaux ;
- l'enregistrement, la gestion et le suivi des demandes d'agrément déposés au titre des dispositifs légaux d'aide fiscales à l'investissement outre-mer ;
- la gestion des informations nécessaires à l'identification et au calcul des bases d'imposition de la cotisation foncière des entreprises et de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau ;
- dans le cadre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, la gestion et la restitution des informations relatives aux déclarations des collecteurs et des versements effectués ainsi que la gestion des amendes appliquées aux collecteurs ;
- le traitement des obligations cautionnées en vue de surveiller le montant des engagements pris par les organismes financiers ;
- le calcul des bases et des cotisations des impositions supplémentaires et dégrèvements de taxe professionnelle (pour le stock) ;
- le contrôle de la régularité de la situation des organismes agréés et de leurs responsables ainsi que de l'exécution des missions confiées à ces organismes ;
- l'établissement de statistiques sur ces différents traitements.

Base juridique :

Les traitements sont mis en œuvre au titre des dispositions du code général des impôts et du livre des procédures fiscales.

Catégories de données à caractère personnel :

- les données d'identification des personnes physiques professionnelles ;
- les données professionnelles ;
- les données à caractère économique et financier ;
- une zone bloc-notes peut être utilisée dans certains traitements pour la bonne gestion des dossiers des usagers à l'exclusion de toute appréciation subjective.

Sources des données :

Les données traitées proviennent des usagers directement, d'autres traitements mis en œuvre à la DGFiP, de tiers institutionnels (collectivités locales...) et d'autres administrations (autres ministères, INSEE, ...).

Durée de conservation des données :

Les données sont conservées quatre ans à l'exception des cas suivants :

- les informations relatives aux adhérents sont conservées jusqu'à la clôture de l'espace personnel sécurisé de l'adhérent ; les données relatives aux administrateurs suppléants, aux délégués, aux adhésions, aux souscriptions, aux substitutions et aux habilitations découlant des adhésions et substitutions sont conservées pendant un an après la clôture de l'adhésion ou la suppression de l'habilitation ;
- les documents relatifs à l'existence de l'entreprise ou qui emportent des conséquences durant toute l'existence de l'entreprise sont conservés au maximum jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la cessation d'activité de l'entreprise ;
- les données déclaratives des professionnelles sont conservées au maximum pendant onze ans puis archivées pendant dix ans ;
- les documents dont le dépôt est annuel sont conservés dix ans ;
- les créances et l'ensemble des paiements qui s'y rapportent sont conservés jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant celle au cours de laquelle elles sont intégralement soldées ou de la quatrième année suivant la période d'imposition, le délai le plus long s'appliquant ;
- les informations relatives à la détection des défaillances déclaratives et aux relances sont conservées trois ans puis sept ans en archive ;
- les données traitées dans le cadre de l'application de pré demande d'habilitation au service d'immatriculation des véhicules et d'agrément sont conservées deux mois ;
- les données relatives à la taxe sur la valeur ajoutée à laquelle sont assujettis les opérateurs de services fournis par voie électronique et les opérateurs de service de télécommunication de télévision et de radiodiffusion sont conservées pendant cinq ans à compter de l'exclusion de l'opérateur en ce qui concerne les données d'identification de l'opérateur et cinq ans à compter de leur enregistrement s'agissant des données déclaratives et de paiement ;
- les données relatives aux demandes de remboursement de taxe sur la valeur ajoutée des assujettis établis dans un autre pays membre de l'Union européenne sont conservées quatre ans puis trois ans en archive ;
- les données relatives aux demandeurs de remboursement de crédit sur la valeur ajoutée sont conservées sans limite de temps ; elles sont toutefois détruites si aucune demande de remboursement n'est présentée dans un délai de quatre ans ;
- les données traitées dans le cadre de la simulation fiscale de la suppression du forfait agricole sont conservées cinq ans ;
- les données relatives aux opérateurs assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée dispensés de visa des certificats fiscaux sont conservées jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de retrait de la dispense de visa ;

- les données relatives aux demandes d'agrément déposées au titre des dispositifs légaux d'aide fiscale à l'investissement outre-mer sont conservées dix ans à compter de la demande d'agrément puis trois ans en archive ;
- les données nécessaires à l'identification et au calcul des bases d'imposition de la cotisation foncière des entreprises et de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau sont conservées douze ans ;
- les informations relatives aux amendes appliquées aux collecteurs du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu sont conservées quatre ans en ligne et trois ans en archives ;
- les données relatives aux obligations cautionnées sont conservées deux ans ;
- les informations relatives aux organismes agréés sont conservées douze ans à compter de la cessation des fonctions des personnes concernées et douze ans pour les renseignements annuels.

Destinataires des données :

- les agents habilités de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- Dans le cadre des missions qui leur sont dévolues et pour les seules données personnelles strictement utiles à leur mission et conformément au principe du besoin d'en connaître :
 - les agents habilités de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et des services statistiques ministériels, en application de l'article L. 135 D du livre des procédures fiscales ;
 - les agents habilités de la direction générale des douanes et des droits indirects, en application de l'article L. 83 A du livre des procédures fiscales ;
 - les agents habilités de la cellule de renseignement financier nationale, en application de l'article L. 561-17 du code monétaire et financier ;
 - les agents habilités des préfetures des départements d'outre-mer ;
 - les tiers dans les conditions prévues à l'article [L. 135 D](#) du livre des procédures fiscales, en vue de réaliser des études ou des travaux statistiques.

● Les missions foncières et patrimoniales

Finalités des traitements :

- la mise à jour des fichiers cadastraux concernant les titulaires des droits réels sur les propriétés bâties et les propriétés non bâties, l'identification et la détermination physique des immeubles, la détermination de la valeur locative des biens fonciers bâtis et non bâtis, la prise en charge et l'édition des rôles et des avis d'imposition de taxes foncières, la comptabilisation des droits perçus à l'occasion de la délivrance d'extraits ou de reproduction de la documentation cadastrale, le traitement et le suivi du contentieux ;
- l'accès dématérialisé par les agents de la direction générale des finances publiques habilités en charge des missions foncières aux procès-verbaux d'évaluation foncière des propriétés bâties et non bâties, aux déclarations des propriétés bâties, aux fiches de calcul et aux fiches d'évaluation s'y rapportant ;
- la mise à la disposition des directions des services fiscaux d'un outil de requêtage multicritères

permettant l'extraction partielle d'informations issues de fichiers de la documentation cadastrale annuelle ;

- la consultation sur Internet, par l'utilisateur, du plan cadastral du territoire national, issu des applications de gestion du plan cadastral informatisé et l'obtention des copies ou des reproductions ;

- la consultation par les agents habilités, sur intranet, du plan cadastral et la production d'extraits de plan ;

- la mise à disposition aux citoyens sur un site internet des résultats graphiques des travaux de constitution de la représentation cadastrale unique ;

- permettre la gestion informatisée des données topographiques cadastrales assurée dans les services fonciers de la direction générale des finances publiques ;

- la programmation et le suivi statistique des opérations de terrain prises en charge par les géomètres du cadastre dans le cadre de leur tournée de conservation ainsi que l'édition de courriers relatifs à leur déplacement en commune ;

- la gestion informatisée du fichier des personnes agréées pour l'exécution des travaux cadastraux ;

- la transmission par voie électronique par les contribuables concernés des éléments descriptifs des locaux d'habitation et des locaux servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile dont ils sont propriétaires ;

- la mise à disposition d'informations cadastrales au niveau national pour la confection par les notaires, les géomètres experts et les géomètres topographes agréés ainsi que leurs collaborateurs des extraits cadastraux modèle 1 qui sont nécessaires aux dépôts des actes auprès des services de publicité foncière ;

- l'accomplissement par les agents habilités de la direction générale des finances publiques ayant compétence en matière domaniale de leur mission de publicité foncière pour le compte de l'État ;

- la délivrance à tout usager, sur demande ponctuelle, d'extraits cadastraux modèle 1 par les agents habilités de la direction générale des finances publiques ayant compétence en matière cadastrale ;

- la constitution et la gestion d'un fichier immobilier national, hors Alsace-Moselle ;

- l'enregistrement des actes et des déclarations de toute nature déposés dans les services chargés de la publicité foncière et de l'enregistrement par les particuliers et les professionnels ;

- la consultation par les notaires du fichier immobilier, pour leur permettre de collecter les renseignements et informations nécessaires à la rédaction des actes authentiques, déclarations et contrats qui leur sont confiés ;

- l'accès, via un intranet sécurisé, aux informations patrimoniales contenues dans les documents déposés par les redevables ou leur représentant dans les services des impôts des entreprises, les services de publicité foncière, les services de publicité foncière et d'enregistrement ou les services départementaux d'enregistrement ;

- la dématérialisation des actes de vente, actes de mainlevée, bordereaux d'inscription, déclarations de plus-value immobilière et demandes de renseignements et leur transmission entre le serveur notarial PLANETE et le serveur Tél@ctes via une ligne dédiée, ainsi que l'élaboration automatique de l'extrait d'acte visé à l'article 860 du code général des impôts ;

- la mise à disposition par les services de fiscalité immobilière et du domaine, de termes de comparaison et d'études de marché, pour les besoins d'évaluation des biens ;

- l'enregistrement des actes de décès et la surveillance par les services de fiscalité immobilière du

- dépôt des déclarations de succession dans les délais légaux ;
- l'obtention par les organismes visés à l'article L. 135 B du livre des procédures fiscales, sur leur demande, des informations relatives aux valeurs foncières déclarées à l'occasion des mutations intervenues dans les cinq dernières années et qui sont nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière de politique foncière et d'aménagement ;
 - l'accès par les agents habilités de la DGFIP, de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique et de la cellule de renseignement financier nationale, aux informations concernant les ventes de biens immobiliers, pour les besoins d'évaluation des biens, de termes de comparaison et d'études de marché ;
 - le suivi de fiches internes de surveillance relatives aux constructions neuves, aux changements de consistance et d'affectation des propriétés bâties et à la vérification sélective des locaux, utilisées afin de recueillir auprès du propriétaire les informations nécessaires à l'évaluation de ses biens, ainsi que l'information des propriétaires par les services sur leurs obligations déclaratives relatives à ces événements ;
 - la conservation et la consultation sous une forme dématérialisée des actes sous seing privé et des actes publics, civils ou judiciaires, dressés par les officiers publics et ministériels et des déclarations de toute nature qui sont déposés dans les centres des finances publiques ;
 - la liquidation des droits et des pénalités éventuelles afférente à ces actes et déclarations ;
 - la gestion et le suivi des paiements différés, fractionnés et différés-fractionnés en matière de droit d'enregistrement en application des articles 396, 397 et 397 A de l'annexe III au code général des impôts ;
 - le recouvrement de manière manuelle des créances dont les droits ont été préalablement calculés par l'application de tenue du fichier immobilier ;
 - une analyse globale des mutations à titre gratuit, des chiffrages budgétaires ainsi que des simulations en prévision de modifications législatives ;
 - l'établissement de statistiques sur ces différents traitements.

Base juridique :

Les traitements sont mis en œuvre au titre des dispositions :

- du code général des impôts ;
- du livre des procédures fiscales ;
- de la loi du 15 septembre 1807 relative à l'institution du cadastre ;
- de la loi du 16 avril 1930 portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931 ;
- de la loi du 17 décembre 1941 portant unification des conditions d'exécution des opérations cadastrales et fusion des différents services chargés de cette exécution ;
- de la loi n°74-645 du 18 juillet 1974 sur la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;
- du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;
- du décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;
- du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière.

Catégories de données à caractère personnel traitées :

- les données d'identification des personnes ;

- les données relatives à la vie personnelle ;
- les données relatives à la vie professionnelle ;
- les données de localisation et d'évaluation des biens ;
- les informations d'ordre économique et financier.

Sources des données :

Les données traitées proviennent des usagers directement, d'autres traitements mis en œuvre à la DGFIP, de tiers institutionnels (banques de données urbaines constituées par les collectivités locales), d'autres services de l'État (résultats de remboursements communiqués par les services du ministère chargé de l'agriculture pour le plan cadastral) et de l'Institut national géographique pour ce qui concerne les données parcellaires utilisées par l'outil de géocodage.

Durée de conservation des données :

- 1 an pour les données relatives à la gestion et suivi des paiements différés, fractionnés et différés-fractionnés en matière de droit d'enregistrement et pour des extractions partielles d'informations issues des fichiers de la documentation cadastrale annuelle ;
- 5 ans pour les données relatives aux agréments cadastraux ;
- 9 ans pour les données communiquées aux usagers concernant les ventes de biens immobiliers ;
- 10 ans à compter du décès de la dernière personne physique à l'acte ou à la déclaration pour la documentation patrimoniale ;
- 20 ans pour le fichier des actes de mutation à titre gratuit tenu par la DGFIP ;
- 30 ans pour les données relatives à la réquisition (Téléactes) ;
- 50 ans pour les documents et informations relatifs à la publicité foncière (fichier immobilier, documentation hypothécaire, procès-verbaux de remembrement numérisés, procès-verbaux d'évaluation foncière des propriétés bâties et non bâties, déclarations des propriétés bâties, fiches de calcul et fiches d'évaluation s'y rapportant) ;
- jusqu'à la clôture de la fiche pour les fiches internes de suivi des biens ;
- de manière permanente pour les informations et la documentation cadastrales sous réserve de mise à jour, ainsi que les codes libellés et adresses des biens utilisés par les services de FI ;
- jusqu'à l'expiration du délai de reprise ou de réclamation pour les données relatives à l'enregistrement des actes de décès et afin d'assurer la surveillance par les services de fiscalité immobilière de dépôt des déclarations de succession.

Destinataires des données :

- les agents habilités de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- les usagers dans le cadre de l'accès au site cadastre.gouv.fr ;
- dans le cadre des missions qui leur sont dévolues et pour les seules données personnelles strictement utiles à leur mission et conformément au principe du besoin d'en connaître :
 - les notaires ;
 - les géomètres experts et géomètres topographes agréés ainsi que leurs collaborateurs ;
 - les agents de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique ;

- les agents habilités de la cellule de renseignement financier nationale, en application de l'article L. 561-17 du code monétaire et financier ;
- les tiers dans les conditions prévues à l'article [L. 135 D](#) du livre des procédures fiscales, en vue de réaliser des études ou des travaux statistiques ;
- les administrations de l'État représentées par leurs services centraux ou territoriaux, en application de l'article L. 135 B du livre des procédures fiscales ;
- les collectivités territoriales, en application de l'article L. 135 B du livre des procédures fiscales ;
- les organismes chargés d'une mission de service public, en application de l'article L. 135 B du livre des procédures fiscales ;
- l'école du cadastre dans ses actions de formation.

● ***Les missions de recouvrement des produits fiscaux et autres***

Finalités des traitements :

- la gestion du recouvrement des créances fiscales des redevables professionnels et des créances non fiscales et la comptabilité afférente à ces opérations ;
- la gestion du recouvrement amiable des impôts émis par voie de rôle ;
- la gestion du paiement de l'impôt par voie dématérialisée ;
- la gestion des délais de paiement accordés aux contribuables ;
- la gestion des prélèvements d'acomptes contemporains dans le cadre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu ;
- la gestion du recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires ;
- le suivi de l'encaissement des jours amendes ;
- le règlement par internet ou par serveur vocal interactif des amendes forfaitaires, des forfaits de post-stationnement, des amendes et condamnations pécuniaires ;
- la gestion des points de vente agréés au paiement électronique des amendes et à la vente de timbres fiscaux dématérialisés ;
- le recouvrement des produits divers ;
- le recouvrement de la redevance d'archéologie préventive, des taxes d'urbanisme ;
- la gestion et l'aide à la prise de décision du recouvrement contentieux ;
- le suivi de l'activité des huissiers de justice conventionnés ;
- la gestion des actes de poursuite et l'organisation de l'activité des huissiers des finances publiques ;
- la mise à disposition des comptables publics des procès-verbaux de carence établis par les huissiers des finances publiques ;
- la vente et la gestion des timbres fiscaux dématérialisés et du paiement de la redevance pour l'inscription à l'examen du code de la route ;
- la gestion des agréments des professionnels du commerce de l'automobile pour percevoir les taxes liées aux opérations d'immatriculation des véhicules et de gérer le paiement par voie dématérialisée de ces taxes ;
- le suivi des informations relatives aux tiers détenteurs et aux biens détenus par les contribuables en défaut de paiement ;
- la liste des huissiers du Trésor et des huissiers de justice en charge du recouvrement contentieux

des impôts ;

- le suivi comptable et administratif des demandes d'assistance mutuelle pour le recouvrement de créances adressées à des services étrangers ou émanant de ces derniers ;
- la gestion des redevances du domaine public maritime de l'État dues au titre de l'occupation des parcelles d'exploitation de cultures marines, gérées directement par l'État ;
- la gestion des demandes de certificat d'acquisition d'un véhicule en provenance de l'Union Européenne ("quitus fiscal") par un particulier (ou son mandataire) domicilié dans l'arrondissement de Lille (expérimentation) ;
- l'acquisition et la collecte des données de paiement des retenues effectuées par les tiers collecteurs du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et la gestion des comptes bancaires servant au paiement des acomptes contemporains et du solde de l'impôt sur le revenu.

Base juridique :

Les traitements sont mis en œuvre au titre des dispositions du code général des impôts, du livre des procédures fiscales, du code de procédure pénale, du code des procédures civiles d'exécution, du code de la route, du code général des collectivités territoriales, du code général de la propriété des personnes publiques, du code de l'urbanisme, du décret n°64-1333 du 22 décembre 1964 relatif au recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires par les comptables de la direction générale des finances publiques et du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Catégories de données à caractère personnel :

- les données d'identification des personnes ;
- les données professionnelles ;
- les données à caractère économique et financier ;
- une zone bloc-notes peut être utilisée dans certains traitements pour la bonne gestion des dossiers des usagers à l'exclusion de toute appréciation subjective.

Sources des données :

Les données traitées proviennent des usagers directement, d'autres traitements mis en œuvre à la DGFiP, de tiers institutionnels (collectivités locales...) et d'autres administrations (autres ministères, INSEE, ...).

Durée de conservation des données :

Les données sont conservées au maximum quatre ans sauf dans les cas suivants :

- les données relatives au recouvrement des créances fiscales des redevables professionnels et des créances non fiscales et la comptabilité afférente à ces opérations sont conservées jusqu'à la fin de l'année civile suivant l'apurement de la dette de l'entreprise plus deux ans supplémentaires pour les données à caractère économique et financier ;
- les données nécessaires au traitement d'aide au recouvrement sont conservées deux ans après le solde de la créance et de ses pénalités ;

- les données de gestion du recouvrement des amendes et des condamnations pécuniaires sont conservées jusqu'au jugement de la Cour des comptes ;
- les données de gestion du recouvrement amiable de l'impôt émis par voie de rôle sont conservées au maximum dix ans ;
- les données de gestion du recouvrement contentieux sont conservées au maximum quatre ans après l'année qui suit l'apurement du compte du redevable puis archivées dix ans ;
- les données de gestion des prélèvements d'acomptes contemporains du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu sont conservés jusqu'au jugement des comptes ;
- les données relatives au contrat de prélèvement sont conservées durant la durée de validité de ce contrat et les mandats de prélèvements sont archivés trois ans après la cessation des prélèvements ;
- les données relatives au recouvrement des produits divers sont conservées au maximum cinq ans après le solde du titre de créance et dix ans en archivage ;
- les données relatives au recouvrement de la redevance d'archéologie préventive sont conservées quinze ans ;
- les données relatives au recouvrement des taxes d'urbanisme sont conservées jusqu'à la fin de l'apurement de la créance ;
- les données relatives aux comptes bancaires nécessaires au paiement des acomptes contemporains et du solde de l'impôt sur le revenu sont conservées trente-six mois après le dernier prélèvement opéré ;
- les données relatives au paiement du forfait post-stationnement sont conservées six ans ;
- les données relatives au paiement des amendes forfaitaires, des amendes et condamnations pécuniaires sont conservées dix ans ;
- les données nécessaires au suivi de l'encaissement des jours amendes sont conservées cinq ans à compter du renvoi du dossier par le comptable public au ministère public ;
- les données de gestion des points de vente agréés au paiement électronique des amendes et à la vente de timbres fiscaux dématérialisés sont conservées cinq ans ;
- les données relatives aux timbres fiscaux dématérialisés et au paiement de la redevance pour l'inscription à l'examen du code de la route sont conservées cinq ans à compter de leur enregistrement ;
- les données relatives aux tiers détenteurs et aux biens détenus par les contribuables en défaut de paiement ainsi que la liste des huissiers sont conservées tant que le contribuable possède un compte débiteur dans les applications de recouvrement contentieux ;
- les données relatives aux actes de poursuite et à l'organisation des travaux des huissiers sont conservées jusqu'à la clôture du dossier ;
- les données relatives aux demandes d'assistance mutuelle pour le recouvrement de créances adressées à des services étrangers ou émanant de ces derniers sont conservés trois ans suivant l'apurement de la créance en base active, puis archivées pendant une durée de deux ans ;
- les données relatives à la gestion des redevances du domaine public maritime sont conservées pendant cinq ans ;
- les informations nécessaires au traitement de gestion des agréments des professionnels du commerce de l'automobile pour la perception des taxes liées aux opérations d'immatriculation des véhicules sont conservées cinq ans à compter du retrait ou de la résiliation de l'agrément s'agissant des données relatives à l'agrément du professionnel, de la date de l'incident s'agissant des données relatives aux incidents de paiement, de la date du paiement s'agissant des données

relatives au paiement des taxes d'immatriculation.

Destinataires des données :

- les agents habilités de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- dans le cadre des missions qui leur sont dévolues et pour les seules données personnelles strictement utiles à leur mission et conformément au principe du besoin d'en connaître :
 - les agents habilités de la direction générale des douanes et droits indirects ;
 - les agents habilités des services chargés de la pêche maritime et de l'aquaculture marine ;
 - les agents habilités des services préfectoraux du département du Nord en charge de l'immatriculation des véhicules ;
 - le centre national de traitement CSA ;
 - les organismes bancaires ;
 - le système du contrôle automatisé pour les amendes forfaitaires ;
 - le système des avis de paiement de forfait de post-stationnement ;
 - les utilisateurs des points de vente agréés ;
 - le centre national de traitement qui exploite le système du contrôle automatisé ;
 - la confédération des buralistes ;
 - la Banque de France ;
 - les organismes bénéficiaires ;
 - les huissiers ;
 - les ordonnateurs ;
 - les tiers détenteurs ;
 - les redevables ;
 - les collectivités locales bénéficiaires des produits recouverts.

● *La gestion comptable et financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ainsi que des établissements publics de santé*

Finalités des traitements :

- la gestion financière et comptable (paiement des dépenses, recouvrement des recettes...) des collectivités territoriales, de leurs établissements publics locaux, y compris les établissements publics sociaux et médico-sociaux et les offices publics de l'habitat ainsi que des établissements publics de santé ;
- le suivi du recouvrement des loyers des offices publics de l'habitat ;
- le rapprochement comptable des restes à recouvrer des créances émises par les organismes publics du secteur public local avec les virements bancaires reçus ;
- le rapprochement comptable des règlements effectués par les organismes de protection sociale complémentaire avec les restes à recouvrer des créances dues par ces organismes ;
- l'identification et l'analyse des restes à recouvrer des créances impayées émises par les organismes publics en vue de mener des actions de recouvrement contentieux ;
- le paiement par virement bancaire de certaines dépenses (paye des agents, dépenses connexes

à la paye...) des organismes du secteur public local ;

- le suivi des oppositions sur rémunérations des agents des organismes du secteur public local adressées au comptable public ;
- le recensement économique des marchés publics ;
- la gestion des formulaires de saisie des contrats de service pour la délivrance aux ordonnateurs d'un certificat de signature électronique selon le protocole d'échanges standard Version 2 (PESV2) ;
- la mise à disposition d'un espace d'archivage des pièces comptables et justificatives dématérialisées afférentes aux comptes de gestion du secteur public local.

Base juridique :

Les traitements sont mis en œuvre au titre des dispositions du code général des collectivités territoriales, du code de la sécurité sociale, du code de la santé publique, du code des procédures civiles d'exécution et du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Catégories de données à caractère personnel :

- les données d'identification des personnes ;
- le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) de l'assuré social dans le cadre du recouvrement des créances hospitalières ;
- les données à caractère économique et financier ;
- des zones bloc-notes qui peuvent être utilisées dans certains traitements pour la bonne gestion des dossiers à l'exclusion de toute appréciation subjective.

Sources des données :

Les données traitées proviennent des traitements mis en œuvre par les organismes du secteur public local, des traitements mis en œuvre par les organismes de protection sociale, d'autres traitements mis en œuvre à la DGFIP, des usagers directement, des organismes bancaires, des huissiers, de tiers institutionnels ou privés (tribunal, caisse de retraite, caisse d'allocations familiales, collectivité d'assistance, gérant de tutelle...), des régisseurs placés sous l'autorité des organismes du secteur public local, des renseignements collectés par le comptable.

Durée de conservation des données :

Les données contenues dans les traitements sont en principe conservées jusqu'au jugement des comptes sauf dans les cas suivants :

- les données relatives aux pièces comptables et justificatives dématérialisées sont conservées dix ans à compter de la validation des comptes de gestion par le comptable public ;
- les données relatives aux virements bancaires de certaines dépenses (paye des agents, dépenses connexes à la paye...) sont conservées dix ans ;
- concernant les données relatives aux tiers du traitement de gestion financière et comptable des

organismes publics locaux et des établissements publics de santé, elles sont conservées au maximum un an après apurement du dernier mouvement (lorsque le compte est clôturé) sur le tiers ;

- les données de rapprochement comptable gérées par le traitement d'aide au recouvrement des créances émises par les organismes publics locaux et les établissements publics de santé sont conservées au maximum trois ans à compter de leur enregistrement ;
- les données de recensement économique des marchés sont conservées pendant trois mois au-delà de la vie de marché dans la base nationale de données et trois ans dans l'infocentre ;
- les données relatives au suivi de l'opposition sur rémunérations sont conservées tant que l'opposition est active puis sont archivées pendant une durée de six ans ;
- les données relatives à la gestion des formulaires de saisie des contrats de service pour l'obtention d'un certificat de signature électronique PES V2 sont conservées pendant la durée du contrat de service entre l'ordonnateur et le comptable.

Destinataires des données :

- les agents habilités de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- les agents habilités des organismes du secteur public local (collectivités territoriales, leurs établissements, établissements publics de santé) dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- dans le cadre des missions qui leur sont dévolues et pour les seules données personnelles strictement utiles à leur mission et conformément au principe du besoin d'en connaître :
 - o les organismes de protection sociale et les mutuelles débiteurs pour leurs affiliés ;
 - o les gérants de tutelle des établissements de santé concernés et les collectivités d'assistance pour les personnes hébergées concernées ;
 - o les organismes bancaires ;
 - o les caisses d'allocations familiales ;
 - o les huissiers de justice ;
 - o les tiers détenteurs ;
 - o les créanciers opposants.

● *La gestion des dépenses de l'État et de la paye des fonctionnaires*

Finalités des traitements :

- la gestion de la paye des agents de l'État ;
- la mise à disposition des services habilités de l'information nécessaire à la connaissance, à la vérification, à la prévision et à la gestion de la paye ;
- l'accès aux agents publics de l'État et aux pensionnés de l'État à leur espace numérique sécurisé personnel et à ses différents services en ligne relatifs à la paye et aux pensions de l'État ;
- la gestion et le paiement des pensions de l'État et des émoluments.

Base juridique :

Les traitements sont mis en œuvre au titre des dispositions :

- du code de sécurité sociale ;
- de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
- du décret n°62-765 du 8 juillet 1962 portant règlement sur la comptabilité publique en ce qui concerne la liquidation des traitements des personnels de l'État ;
- du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
- du décret n° 2010-1690 du 30 décembre 2010 relatif aux procédures financières et comptables spécifiques des forces armées ;
- du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Catégories de données à caractère personnel traitées :

- les données d'identification des personnes ;
- le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) dans le cadre de la gestion de la paye des agents de l'État et dans le cadre de la gestion et du paiement des pensions de l'État et des émoluments ;
- les données relatives à la vie professionnelle ;
- les données relatives à la vie personnelle ;
- les données à caractère économique et financier.

Sources des données :

Les données traitées proviennent des services de l'employeur, des organismes sociaux, des traitements de paye des agents de l'État, des usagers directement, des services gestionnaires retraite, des services gestionnaires de rémunérations, des services chargés de l'assistance des utilisateurs, du dispositif FranceConnect pour la fourniture d'identité, des créanciers.

Par ailleurs, la direction générale des finances publiques utilise le système d'information de gestion budgétaire, financière et comptable de l'État dénommé CHORUS créé par l'Agence pour l'informatique financière de l'État.

Durée de conservation des données :

La durée de conservation des données contenues dans ces traitements est la suivante :

- dans le cadre de l'espace numérique personnel sécurisé de l'agent, les données traitées sont conservées au maximum pendant cinq ans à compter de la date de décès de la personne à l'exception des données relatives à la paye. Ces dernières sont conservées jusqu'à la fin de la cinquième année suivant la date d'effet de la pension de l'agent ou la cessation d'activité de l'agent en cas de décès en activité. Si le pensionné reprend une activité au sein des services de l'État, les données relatives à la paye sont conservées pendant cinq ans à compter de la date de cessation de la nouvelle activité ;

- les données relatives à la paye des agents de l'État sont conservées six ans ;
- les données relatives à la connaissance et la vérification de la paye sont conservées cinq ans pour les données nominatives et dix ans pour les données agrégées.

Destinataires des données :

- les agents habilités de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- dans le cadre des missions qui leur sont dévolues et pour les seules données personnelles strictement utiles à leur mission et conformément au principe du besoin d'en connaître :
 - o les services gestionnaires de personnel et des rémunérations ;
 - o les services chargés du contrôle interne de la paye ;
 - o les services gestionnaires de crédits ;
 - o les responsables budgétaires et comptables ;
 - o les contrôleurs financiers et budgétaires ;
 - o les services gestionnaires de retraite de l'État ;
 - o les organismes sociaux ;
 - o les créanciers ;
 - o les organismes habilités à recevoir des informations statistiques relatives à la paye ;
 - o les organismes bancaires ;
 - o le service de communication des ministères économiques et financiers.

● *La tenue de la comptabilité de l'État*

Finalités des traitements :

- la mise à disposition d'un espace d'archivage des pièces justificatives dématérialisées afférentes aux comptes de gestion de l'État ;
- le recensement et l'enregistrement des conventions passées entre la DGFIP et les tiers hors marchés publics en vue d'en contrôler et d'en harmoniser les modalités de facturation et d'en vérifier l'exécution budgétaire.

Base juridique :

Les traitements sont mis en œuvre au titre des dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Catégories de données à caractère personnel traitées :

- les données d'identification des personnes ;
- les données relatives à la vie professionnelle ;
- les données à caractère économique et financier.

Sources des données :

Les données traitées proviennent des personnes concernées directement et du système d'information de gestion budgétaire, financière et comptable de l'État dénommé CHORUS.

Par ailleurs, la direction générale des finances publiques utilise le système d'information de gestion budgétaire, financière et comptable de l'État dénommé CHORUS créé par l'Agence pour l'informatique financière de l'État.

Durée de conservation des données :

La durée de conservation des données contenues dans ces traitements est la suivante :

- les données relatives aux conventions passées entre la DGFIP et les tiers hors marchés publics sont conservées jusqu'à la cinquième année après la fin de la relation contractuelle ;
- les données aux pièces justificatives dématérialisées sont conservées dix ans à compter à compter de la validation des comptes de gestion par le comptable public.

Destinataires des données :

- les agents habilités de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- les comptables publics ;
- les corps de contrôle et d'audit.

● *L'action économique de l'État*

Finalité du traitement :

La finalité du traitement est de permettre la gestion et le suivi des dossiers d'entreprises en difficulté traités par la commission des chefs de services financiers.

Base juridique :

Les traitements sont mis en œuvre au titre des dispositions :

- du code des procédures civiles d'exécution ;
- du décret n° 2007-686 du 4 mai 2007 instituant dans chaque département une commission des chefs de services financiers et des représentants des organismes de sécurité sociale et de l'assurance chômage ;
- du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Catégories de données à caractère personnel :

- les données d'identification des personnes ;
- les données à caractère économique et financier ;
- une zone bloc-notes pour la bonne gestion et le bon suivi des dossiers à l'exclusion de toute

appréciation subjective.

Source des données :

Les données traitées proviennent du dossier de demande rempli et déposé par l'entreprise auprès de la commission des chefs de services financiers et des services de la direction générale des finances publiques.

Durée de conservation des données :

La durée de conservation des données contenues dans ce traitement est la suivante : les données sont conservées en base active pendant la durée d'apurement du plan, puis sont archivées pendant une durée de huit ans.

Destinataires des données :

Les destinataires des données sont les agents habilités de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître.

● *La gestion des dépôts de fond et des moyens de paiement*

Finalités des traitements :

- la gestion du paiement en ligne par internet des créances émises par les organismes et services publics soumis à l'article premier du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (collectivités territoriales, établissements publics de santé, services de l'État...);
- la mise à disposition des usagers d'un service sécurisé de paiement en ligne par prélèvement bancaire pour le règlement des créances émises par les organismes et services publics soumis à l'article premier du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (collectivités territoriales, établissements publics de santé, services de l'État...);
- l'encaissement de règlements papier (chèques, TIP) pour le compte d'applications de gestion ;
- la prise en charge et le suivi des paiements de l'ensemble des chèques sur le Trésor et des ordres de paiement ;
- la gestion et la tenue des comptes de dépôts de fonds réglementés ;
- la gestion, la consultation et le suivi de l'activité générale de traitement des chèques remis à l'encaissement dans les centres de traitement de chèques par les professionnels titulaires de comptes de dépôts de fonds réglementés et par les professionnels titulaires de comptes ouverts dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations ;
- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- la consultation par les comptables publics des oppositions à paiement de chèques sur le Trésor ;
- la consultation et l'édition par les comptables publics des opérations émises et reçues d'un

institut d'émission (Banque de France, Institut d'émission des départements d'outre-mer).

Base juridique :

Les traitements sont mis en œuvre au titre des dispositions :

- du code monétaire et financier ;
- du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- de l'arrêté du 24 janvier 2013 portant application des articles 43 à 47, 134, 138, 141, 142, 143, 195 et 197 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et encadrant les comptes de disponibilité et les dépôts de fonds au Trésor.

Catégories de données à caractère personnel :

- les données d'identification des personnes ;
- les données à caractère économique et financier.

Source des données :

Les données traitées proviennent d'autres traitements de la DGFIP, des organismes et services adhérents au dispositif de télépaiement de la DGFIP, des usagers directement, du serveur de télépaiement par carte bancaire, des documents constitutifs du règlement papier (chèque, TIP), des donneurs d'ordre, des services de la DGFIP, de l'ordonnateur émetteur de chèque sur le Trésor ou de l'ordre de paiement, des clients et de leurs mandataires, des organismes bancaires, de la caisse des dépôts et consignations.

Durée de conservation des données :

La durée de conservation des données contenues dans ces traitements est la suivante :

- les données relatives à la gestion du paiement par internet sont conservées au maximum un et 30 jours sauf pour les données relatives au paiement par carte bancaire qui sont conservées dix-sept mois ;
- les données traitées par le service sécurisé de paiement en ligne par prélèvement bancaire et les mandats de prélèvement dématérialisés sont conservés treize mois à compter de l'opération de paiement ;
- les données relatives à l'encaissement de règlements papier (Chèques, TIP) sont conservées dix ans ;
- les données relatives à la prise en charge et le suivi des paiements de l'ensemble des chèques sur le Trésor et des ordres de paiement sont conservées un an pour les créances émargées, quatre ans pour les créances non émargées, dix ans pour l'identification d'archivage et l'établissement remettant ;
- les données relatives à la gestion et la tenue des comptes de dépôts de fonds réglementés sont conservées dans les conditions suivantes : les données relatives au compte sont conservées jusqu'à la clôture du compte bancaire, les données relatives aux mandataires sont conservées

pendant la durée du mandat et jusqu'à soixante jours après la fin du mandat, les données relatives aux porteurs de carte bancaire sont conservées jusqu'à la résiliation de la carte bancaire, les autres données sont conservées dix ans ;

- les données relatives aux chèques remis à l'encaissement aux centres de traitement de chèques dans le cadre de la gestion des comptes de dépôts de fonds réglementés et de comptes ouverts dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations sont conservées dix-huit mois ;
- les données traitées dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont conservées au maximum dix-huit mois ;
- les données relatives aux oppositions à paiement de chèques sur le Trésor sont conservées jusqu'à la notification de la mainlevée ou en l'absence de mainlevée pendant une durée de 10 ans ;
- les données relatives aux opérations émises et reçues d'un institut d'émission sont conservées dix ans.

Destinataires des données :

- les agents habilités de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- les agents habilités de la direction générale des douanes et droits indirects dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- les agents habilités de la caisse des dépôts et consignations ;
- les organismes et services adhérents au dispositif de télépaiement de la direction générale des finances publiques ;
- les organismes bancaires ;
- les organismes réglementairement habilités à émettre des chèques sur le Trésor ;
- les redevables ;
- les créanciers.

● *La gestion du domaine*

Finalités des traitements :

- l'aide à la gestion des patrimoines privés (administration provisoire des successions non réclamées, curatelle des successions vacantes et gestion, liquidation et appréhension des successions en déshérence) ;
- la gestion des occupations du domaine public ou privé de l'État ;
- la gestion des redevances du domaine public maritime de l'État dues au titre de l'occupation des parcelles d'exploitation de cultures marines gérées directement par l'État ;
- le suivi des opérations immobilières d'acquisition, de cession et de prise à bail par l'État et les collectivités locales et la consultation des dossiers d'évaluation et d'expropriation correspondants ;
- la gestion de la vente des biens remis au Domaine pour leur cession ;
- la gestion de la publicité des ventes mobilières et immobilières du domaine ;
- l'accès à l'espace acheteur dans le cadre des ventes domaniales et à ses services en ligne (paiement en ligne, consultation des achats et des paiements effectués) ;

- le suivi des procédures des cessions immobilières de l'État par les services du domaine de la direction générale des finances publiques, les services des ministères chargés de la gestion des biens immobiliers et les responsables régionaux de la politique immobilière de l'État. ;
- le suivi statistique de l'activité des services de la direction générale des finances publiques dans la gestion du domaine.

Base juridique :

Les traitements sont mis en œuvre au titre des dispositions :

- du code civil ;
- du code de procédure civile ;
- du code général de la propriété des personnes publiques ;
- du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- du code rural et de la pêche maritime ;
- de la loi n° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités ;
- ensemble des textes habilitant l'administration chargée des domaines à se voir remettre des biens aux fins de vente (ventes domaniales).

Catégories de données à caractère personnel :

- les données d'identification des personnes ;
- les données d'ordre économique et financier ;
- des zones bloc-notes peuvent être utilisées dans certains traitements pour la bonne gestion des dossiers à l'exclusion de toute appréciation subjective.

Source des données :

Les données traitées proviennent d'autres traitements mis en œuvre à la DGFIP, des services de la DGFIP, de tiers institutionnels (tribunaux, mairies, notaires, avocats, huissiers...) et privés (ayants droit, créanciers...), des usagers, des services remettant des biens au Domaine, des services de la direction des affaires maritimes du ministère de la Transition écologique et solidaire, des services chargés des cultures marines, des responsables régionaux de la politique immobilière de l'État, des ministères gestionnaires de biens immobiliers.

Durée de conservation des données :

La durée de conservation des données contenues dans ces traitements est la suivante :

- les données relatives à la gestion des patrimoines privés sont conservées quarante-huit ans à compter de la date de décès du défunt pour les successions ouvertes avant le 31 décembre 2006 et vingt-huit ans à compter de la date de décès du défunt pour les successions après le 1^{er} janvier 2007 ;
- les données relatives à la gestion des occupations du domaine public ou privé de l'État sont conservées le temps de la validité du titre juridique d'occupation puis pendant cinq ans à compter de l'expiration du titre ;

- les données relatives à la gestion des redevances du domaine public maritime de l'État dues au titre de l'occupation des parcelles d'exploitation de cultures marines gérées directement par l'État sont conservées pendant cinq ans ;
- les données relatives aux dossiers d'évaluation et d'expropriation sont conservées trois ans à compter de l'année de création du dossier ;
- les données relatives aux ventes domaniales sont conservées au maximum deux ans à compter du dernier événement de gestion, à l'exception de l'adresse électronique de l'abonné qui est conservée jusqu'à la résiliation de l'abonnement ;
- les données relatives au suivi des procédures des cessions immobilières de l'État sont conservées vingt ans à compter de l'année de création du dossier de cession, cette durée de conservation peut être prorogée le cas échéant jusqu'à la fin des échéances de complément de prix.

Destinataires des données :

Les destinataires des données à caractère personnel traitées sont :

- les agents habilités de la direction générale des finances publiques dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- les tiers institutionnels (tribunaux, mairies, notaires, avocats, huissiers...) et privés (ayants droits créanciers...) ;
- les organismes bancaires ;
- les agents habilités des services des directions départementales des territoires et de la mer chargés de la gestion des concessions de cultures marines dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- les agents habilités des services de la direction des pêches maritimes et de l'aquaculture chargés de la conchyliculture dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- les agents habilités des services de la direction des affaires maritimes dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- les agents habilités des services remettant des biens au Domaine pour leur cession dans le cadre de leurs attributions et conformément au principe du besoin d'en connaître ;
- les usagers pour la consultation des annonces des ventes mobilières et immobilières ;
- les agents habilités des services immobiliers des ministères gestionnaires de biens immobiliers ;
- les responsables régionaux de la politique immobilière de l'État.